

► Couples bilingues

Premier colloque canadien sur les mariages mixtes

... à lire en page 3

• En Alberta

La gestion scolaire est remise à plus tard

(APF) - Le gouvernement albertain a décidé de ne pas déposer un projet de loi accordant la gestion scolaire à la minorité francophone lors de la présente session.

Le ministre de l'Éducation de l'Alberta a informé personnellement l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA), que le gouvernement se contenterait de déposer en Chambre le rapport unanime du Groupe de travail «The French Language Working Group», qui a étudié les modèles de gestion scolaire pour les francophones.

Formé de représentants des commissaires, des surintendants,

des professeurs, du public de la Fédération des parents francophones de l'Alberta et de l'ACFA, ce Groupe de travail avait été mis sur pied à la suite du jugement de la Cour suprême du Canada en mars 1990 dans l'affaire Mahé.

Les juges de la plus haute cour du pays concluaient dans leur jugement unanime que la minorité linguistique avait le droit à une certaine forme de gestion scolaire, selon le nombre d'élèves. Ils reconnaissaient également que l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés imposait aux provinces l'obligation de prendre des mesures législatives pour

mettre en place un système d'enseignement dans la langue de la minorité. «Jusqu'à maintenant, lisait-on dans le jugement, la législature de l'Alberta a négligé de remplir cette obligation».

«Ils sont fidèles à eux-mêmes, la réponse est toujours non!» a déclaré en entrevue la présidente de l'Association canadienne-française de l'Alberta, France Levasseur-Ouimet.

Mme Ouimet n'est toutefois par surprise du résultat. «On était certain que ça se produirait. Nous, on ne jubilait pas en mars 1990», une référence directe à tous ceux qui manifestaient leur joie lors du dépôt du jugement Mahé.

Si l'ACFA «ne jubilait pas»

en mars 1990, c'est à cause de la grande latitude que les juges laissaient au gouvernement albertain pour remplir ses obligations. La Cour suprême s'était contentée de faire «une déclaration» en faveur des droits de la minorité francophone, tout en laissant la province libre de disposer de son jugement.

«Le gouvernement devrait disposer du pouvoir discrétionnaire le plus vaste possible dans le choix des moyens institutionnels dont il usera pour remplir ses obligations en vertu de l'article 23» écrivait les juges.

Mme Ouimet est convaincu que le gouvernement albertain attend la position constitutionnelle du Québec avant de procéder dans le dossier de la

gestion scolaire. Elle croit même que l'Alberta veut marchander les droits des Franco-Albertains avec le Québec.

La position albertaine dans le dossier scolaire, «est une bonne indication de ce qui se produirait si on donnait la langue et la culture aux provinces» estime aujourd'hui Mme Ouimet.

Mme Ouimet n'en veut pas au ministre de l'Éducation, qui semblait «sincèrement désolé» au téléphone lorsqu'il a annoncé la nouvelle. Elle a plutôt lancé un appel au premier ministre Don Getty pour que son gouvernement reconsidère cette décision. «Vous venez de manquer une belle occasion de poser un geste important dans ces temps difficiles pour notre

... suite en page 2

• Devant la lenteur du gouvernement provincial

L'Association Bugnet retourne devant la Cour suprême

par Pierre Brault

EDMONTON - Devant la lenteur du gouvernement provincial à répondre adéquatement à la décision de la Cour suprême rendue en mars 1990 dans l'affaire Bugnet/Mahé, le président de l'Association Bugnet, M. Paul Dubé, a manifesté son impatience dans une entrevue accordée à la radio de Radio-Canada.

Il a déclaré à cet effet que l'Association était prête à retourner devant le plus haut tribunal du pays afin de forcer le gouvernement Getty à passer à l'action dans le plus bref délai.

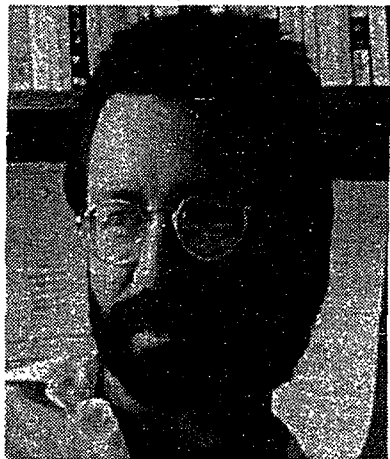
Il a de plus laissé à entendre que l'Association demanderait une forte compensation monétaire pour les sept années de lutte et d'attente pour l'obtention de la gestion scolaire.

Au moment où vous lirez ces lignes, le ministre de l'Éducation, Jim Dinning aura annoncé officiellement qu'il remet à une session ultérieure de la législature, le dépôt du projet de loi qui doit amender la Loi scolaire pour permettre aux francophones de la province de pouvoir gérer leur propre système scolaire.

De plus, le ministre n'a pas encore rendu public le rapport du groupe de travail sur la gestion scolaire qui avait été mis sur

pied par ce dernier. Il a d'ailleurs ce rapport depuis un mois sur son bureau.

Selon nos informations, ce rapport est unanime et re-



Paul Dubé

commande au ministre d'établir des commissions scolaires francophones, notamment à Edmonton et dans la région de la Rivière-la-Paix et des conseils de coordination dans d'autres régions éducatives francophones. C'est ce rapport que le ministre se contentera de déposer en Chambre.

Qu'elle sera la réponse de la Cour suprême devant la demande de Bugnet d'obliger la province à passer à l'action? La Cour suprême acceptera-t-elle d'accorder une compensation monétaire dans cette affaire, on parle de millions de dollars?

• Nouveau système de production

Le Franco se modernise

par Pierre Brault

EDMONTON - Vous avez entre les mains un journal complètement transformé. La présente édition a été produite entièrement sur notre nouveau système d'édition par ordinateurs Macintosh.

Voulant continuer à présenter un hebdomadaire de haute qualité et des plus intéressants à la communauté francophone de l'Alberta, le conseil d'administration du journal a investi dans ce nouveau système d'ordinateurs; l'équipement de photocomposition pour la

production du journal étant devenu trop dispendieux à entretenir et ne répondant pas aux besoins de communications modernes que nous connaissons. Avec l'installation de ce nouveau système de production, l'équipe du journal pourra diversifier ses services. Elle offrira à compter de septembre un service de graphisme professionnel que la population franco-albertaine recherche pour avoir une meilleure visibilité et pour annoncer ses activités communautaires et sociales: création de logos, sigles, pamphlets, brochures, cartes

d'affaires, en-têtes de lettres, posters, etc.

Nous avons eu recours à un spécialiste en communication et en édition électronique, M. Donald Turcotte, qui en compagnie de notre nouveau graphiste Marc Vaillancourt, a aidé à faire la transition.

Vous remarquerez que la lecture est rendue plus facile car le caractère des lettres que nous utilisons est plus gros. De plus, la mise en page est plus dynamique, modernisée et aérée, ce qui donne une nouvelle dimension au journal et à sa présentation générale.



(Photo Pierre Brault)

Donald Turcotte, consultant en édition électronique (debout), au travail devant l'écran double page, en compagnie du nouveau graphiste du journal Marc Vaillancourt. L'édition de cette semaine est, pour la première fois, entièrement produite sur ordinateurs.

• Préoccupation du monde de la santé

L'assurance-maladie est en danger

(APF) - Le financement des soins de santé au pays préoccupe de plus en plus les intervenants du monde de la santé.

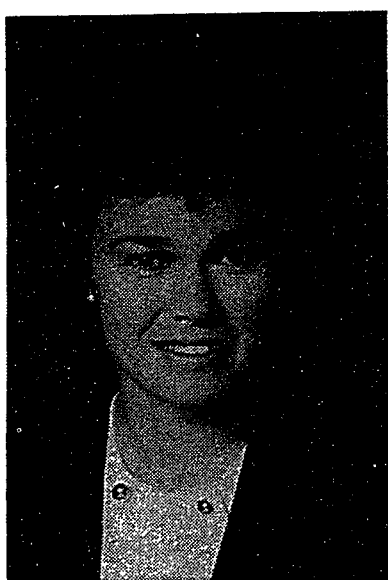
Six organismes nationaux de santé et une association de consommateurs ont décidé de faire front commun, et de créer Le Groupe d'intervention action santé. Objectif: rien de moins que de sauvegarder l'assurance-maladie.

L'Association des consommateurs du Canada (ACC), l'Association des hôpitaux du Canada (AHC), l'Association canadienne des soins à long terme (ACSLT), l'Association médicale canadienne (AMC), l'Association des infirmières et infirmiers du Canada (AIIC), l'Association canadienne de santé publique (ACSP) et l'Association canadienne de psychologie (ACP) ont l'intention de mener une campagne nationale pour «réveiller les Canadiens et les décideurs» aux dangers qui guettent le régime de soins de santé au pays.

Le gouvernement fédéral a réduit depuis 1986 son soutien financier aux provinces dans le domaine de la santé. La réduction atteint 3.3 milliards en 1991-92 et devrait atteindre 6.6 milliards en 1995. Au total, Le Groupe d'intervention action santé estime que les coupures se seront élevées à 30 milliards entre 1982 et 1995-96. En prime, le gouvernement vient d'adopter une loi (C-69) sur la compression des dépenses publiques.

Récemment, un rapport du Conseil national du bien-être social concluait qu'au rythme des coupures, il pourrait bien y avoir 12 régimes provinciaux et territoriaux d'assurance-maladie dans un avenir rapproché.

Tout comme le Conseil national, les porte-parole du Groupe d'intervention craignent que les provinces les plus pauvres soient incapables d'offrir à même leurs revenus un service de santé de qualité comparable à celui des provinces riches.



Nancy Betkowski

Selon un rapport indépendant cité par le Groupe d'intervention, Terre-Neuve recevrait 71 millions de moins en 1991-92 pour les services de santé, la Nouvelle-Ecosse 111 millions, le Nouveau-Brunswick 90 millions, Le Québec 843 millions, l'Ontario 1.2 milliards, le Manitoba 136 millions, la Saskatchewan 125 millions, l'Alberta 308 millions, la

Colombie-Britannique 390 millions, les Territoires du Nord-Ouest 6 millions et le Yukon 1 million de moins.

Pour l'Association médicale canadienne, le gouvernement fédéral doit respecter le principe de l'équité entre les provinces riches et pauvres. «Ottawa a lancé l'assurance-maladie. Il ne peut laisser tomber les provinces qui n'ont pas les moyens d'offrir des services de santé équivalents» a déclaré le président de l'association, le docteur Lionel Lavoie.

L'Association des hôpitaux du Canada rappelle que le système d'assurance-maladie fait l'envie du monde entier. «Le fédéral se retire de son engagement sans penser aux conséquences» selon la présidente Carol Clemenhagen.

Pour l'Association canadienne des soins de santé à long terme, «on ne peut se fier aux filles et aux belles-filles pour s'occuper des personnes âgées».

Pourquoi avoir attendu si longtemps avant de réagir?

«Avant de se rendre compte dans nos pratiques quotidiennes que les politiques fédérales posent un problème, ça prend un certain temps» a justifié le docteur Luc Granger de l'Association canadienne de psychologie. Selon lui, le système actuel d'assurance-maladie doit être préservé «quelque soit l'issue du débat constitutionnel».

Les membres de la coalition craignent également l'impact des négociations constitutionnelles sur les soins de santé au Canada.

Selon le docteur Granger, le système fédéral d'assurance-maladie doit être préservé «quelque soit l'issue du débat constitutionnel».

Ceci dit les membres de cette coalition n'ont aucune solution à proposer dans le dossier constitutionnel. «La coalition n'est pas là pour réformer le pays mais pour s'assurer que les citoyens auront le même niveau de santé», a expliqué le docteur Granger.

• Pour modifier les droits linguistiques

Il faudrait le consentement unanime des provinces

(APF) - Toute modification des droits des minorités linguistiques et de l'usage du français et de l'anglais, qui sont garantis dans la Constitution canadienne, devrait nécessiter le consentement unanime de toutes les provinces canadiennes.

Après plus de quatre mois de travail, le Comité spécial Beaudoin-Edwards chargé de trouver une nouvelle formule acceptable pour amender la Constitution canadienne, propose une formule où l'unanimité ne serait requise que sur des changements portant sur les droits linguistiques, le droit à la propriété des provinces, et tout ce qui entoure la monarchie.

Pour toutes les autres questions, on propose une règle où les quatre grandes régions du pays, Ouest, Ontario, Québec et Maritimes, auraient un droit de veto sur tout changement constitutionnel.

Concrètement, il faudrait le consentement d'au moins deux des provinces Maritimes, du Québec, de l'Ontario et d'au moins deux des quatre provinces de l'Ouest représentant au moins 50 pour 100 de la population de cette région du pays, pour qu'un changement à la Constitution soit accepté.

Pour ce qui est des Territoires du Nord-Ouest et du Yukon, ils seraient libres de joindre la région de leur choix.

Avec une telle formule, l'Accord du lac Meech aurait été adopté en 1990, malgré l'opposition de Terre-Neuve et du Manitoba.

«C'est cette formule qui s'impose dans le contexte constitutionnel actuel estime le coprésident du comité, le sénateur Gérard Beaudoin. C'est la meilleure formule pour le Canada de demain».

Les autochtones sont les grands gagnants dans ce rapport puisqu'on reconnaît qu'aucune modification à la Constitution les concernant ne devrait se faire sans leur consentement. On estime aussi que les autochtones devraient être invités à toute future conférence constitutionnelle. «Si un groupe peut prétendre participer aux prochaines négociations constitutionnelles, ce sont bien les autochtones» a déclaré l'autre coprésident du comité, le député conservateur Jim Edwards, ce qui en dit long sur la montée du pouvoir politique des autochtones au pays.

S'ils obtiennent la garantie que les droits linguistiques ne seront pas modifiés sans le consentement de toutes les provinces, les communautés francophones et acadiennes du pays n'ont pas convaincu le Comité de rejeter l'idée d'un référendum national, ni du bien-fondé d'une assemblée constituante, où les groupes minori-

taires et les groupes d'intérêt pourraient participer avec les élus à la redéfinition du pays. «Une dépense inutile» écrit le Comité à propos de la tenue d'une assemblée constituante. Mais on croit surtout que des gens nommés n'auraient pas la même légitimité que des élus aux yeux de la population.

Lors des audiences publiques du Comité Beaudoin-Edwards, toutes les associations francophones de l'extérieur du Québec s'étaient opposées à la tenue d'un référendum, disant craindre «la tyrannie de la majorité». Le Comité recommande quand même l'adoption d'une loi pour permettre la tenue d'un référendum consultatif, à la discrétion du gouvernement fédéral, sur les propositions constitutionnelles.

Pour être gagnant, un référendum nécessiterait une majorité nationale, et une majorité dans chacune des quatre régions du pays. Les Territoires et le Yukon pourraient y participer après avoir indiqué dans quelle région ils se joindraient pour le calcul des votes.

A tout le moins, on reconnaît dans le rapport que la représentation des intérêts des groupes minoritaires «est souvent laissée au petit bonheur».

La Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada s'est dite

«encouragée» par le maintien de la règle de l'unanimité pour les questions linguistiques. «Le maintien du consentement unanime démontre clairement qu'il se manifeste au pays une volonté de conserver des assises solides à la dualité linguistique» selon le nouveau prési-

dent Raymond Bisson.

Toutefois, la Fédération est déçue du rejet de sa formule d'une assemblée constituante. Selon l'organisme, cette formule aurait permis aux communautés francophones de participer de plein-pied aux discussions constitutionnelles.

La gestion

• suite de la page 1

pays» écrit Mme Ouimet dans une lettre qu'elle a fait parvenir au premier ministre albertain.

«Si M. Getty pouvait démontrer clairement que les francophones sont bienvenus chez-eux, ça indiquerait qu'ils sont bienvenus au Canada», selon la présidente de l'ACFA.

Le rapport du Groupe de travail sur la gestion scolaire dont Radio-Canada Edmonton a obtenu copie, propose au gouvernement de diviser la province de l'Alberta en «six ou sept régions éducatives francophones».

On envisage deux modèles de gestion scolaire: soit la création de commissions scolaires, soit la création de conseils de coordination.

On propose la création immédiate de commissions scolaires à Edmonton et à Peace River. Ces commissions scolaires n'auraient toutefois aucun pouvoir de taxation. Pour la région de St-Paul et Bonnyville, le rapport recommande au gouvernement de songer sérieusement dans un avenir rapproché à créer une commission scolaire.

Ailleurs dans la province, on suggère la création de conseils de coordination là où le nombre d'élèves le justifie. On ne précise toutefois pas clairement quels seraient les pouvoirs de ces conseils, mais on dit qu'ils devraient permettre aux parents francophones d'exercer un maximum de contrôle possible sur l'éducation en français, là où le nombre le justifie.

**APPUYONS
LEUR
PROJET**

avec



**DÉVELOPPEMENT
ET PAIX**

• *Couples bilingues*

Le premier colloque canadien sur les mariages mixtes

par **PATRICK DE BAILLON** (collaboration spéciale) (APF) - «Pour en avoir discuté avec mon mari, explique Michèle Jenson, je crois qu'après cette fin de semaine, il sera beaucoup plus prêt à s'impliquer dans la francophonie. Avant il acceptait mon implication, maintenant il va y avoir le partage».

Comme le reste des participants au colloque «Nos réalités linguistiques», Michèle vit une situation de mariage mixte: son mari est unilingue anglophone. Du 7 au 9 juin dernier, elle a pu partager son expérience avec d'autres Fransaskois tandis que son mari faisait de même en compagnie de conjoints anglophones.

Le colloque, une initiative du Service fransaskois d'éducation des adultes, était une première au Canada. Il a permis à une quarantaine de personnes d'analyser les problèmes qu'ils rencontrent chaque jour dans leur couple biculturel et de chercher des éléments de solution.

«Leslie et moi, poursuit Michèle Jenson, nous avons assisté au pré-colloque. Il a aimé l'atmosphère. Venir ici lui a donné l'occasion de s'exprimer».

Pour certains, c'était l'occasion d'amorcer un dialogue qui n'avait jamais eu lieu. «Ça m'a permis de mieux apprécier les sacrifices que fait ma femme pour ma culture, confie Jean Chabot. Elle m'a expliqué hier soir qu'à chaque fois que nous

allons dans ma belle-famille, il faut toujours un certain temps avant qu'on pense à lui parler en anglais. C'est quelque chose dont on n'avait jamais parlé auparavant...»

L'ENFANT RÉVÉLATEUR DU PROBLÈME

Tout au long du colloque, une constante: ce sentiment d'être parfois mal à l'aise au sein de sa belle-famille. Une gêne qui a bien sûr pour origine la barrière linguistique mais aussi des différences culturelles plus profondes. «Les francophones sont beaucoup plus ouverts, plus directs, estime Michèle Touchette, on ressent parfois une peur de perdre son self-control anglais».

Mais pour le monde, les vrais problèmes commencent avec l'arrivée du premier enfant: «Dans l'atelier de mon mari, explique Paulette Sparrow, ils ont dit qu'ils pensaient avoir épousé quelqu'un de normal...et puis les enfants arrivent et le français sort. Pourtant quand j'ai épousé un anglophone, je pensais vraiment que ma francophonie était finie. Il n'était pas question que mes enfants parlent français. Mais ça été plus fort que moi».

Pour les participants, nier son identité francophone est en effet impossible. Martin Blanchet l'a pourtant tenté, en vain. «Je me traitais moi-même de Frenchie. Je cherchais à me rabaisser. Par gêne et cause de la société qui ridiculisait les

Français. Mais ses «fantômes culturels» n'arrêtaient pas de le hanter. «Le point tournant a été mon mariage: ma femme m'a accepté pour ce que je suis». La venue du premier enfant n'a fait qu'ancrer sa volonté de vivre enfin selon sa nature.

PROMOUVOIR LES DEUX CULTURES

Du côté des conjoints anglophones, on ressent plusieurs craintes. La peur de perturber le développement du langage chez l'enfant, d'en faire un handicapé dans les deux langues. La peur aussi que l'enfant soit un jour incapable de communiquer avec ses grands parents francophones.

Certains couples, comme les Touchette, ont choisi de promouvoir également les deux langues mais en privilégiant le français puisqu'en Saskatchewan, il est minoritaire.

Dès le départ explique Michèle, je ne leur ai parlé qu'en anglais et Raymond seulement en français. De cette manière, ils ont appris les deux langues avec une bonne prononciation».

Une solution qui ne fonctionne que dans le cas où les deux parents sont bilingues. Ce qui n'est souvent pas possible. «Mon mari a essayé d'apprendre le français, confie Michèle Jenson, mais il faut bien admettre qu'il n'est pas doué pour les langues. Au bout de deux ans, son enfant l'avait dépassé. Pour ne pas le dévaloriser, j'ai laissé l'anglais pénétrer dans notre famille...»

• *D'ici peu*

Les aînés francophones auront leur association

(APF) - Une association nationale d'aînés francophones verra le jour sous peu au Canada français.

Une cinquantaine d'aînés de tout le pays ont décidé de regrouper leurs forces autour d'un organisme national, lors d'une rencontre qui avait lieu à Ottawa sous le thème «S'unir pour bâtir».

Pas moins de 80 pour 100 des répondants à un sondage réalisé par la Fédération des francophones hors Québec auprès de 500 personnes, ont d'ailleurs indiqué qu'ils étaient intéressés à devenir membres d'une association nationale d'aînés.

Présentement, seuls les aînés francophones de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick, de la Saskatchewan, de l'Alberta et du Manitoba sont regroupés au sein d'une fédération provinciale.

Plus de la moitié des répondants au sondage estiment

qu'aucun organisme de revendication défend les intérêts des aînés au pays.

On pourrait croire que les aînés ont fait leur part pour la francophonie, et qu'ils n'aspirent qu'à un repos bien mérité. Il n'en est rien, puisque pas moins de 97 pour 100 des répondants estiment au contraire qu'ils ont un rôle à jouer dans la survie de la langue et de la culture française!

Cesurprenant résultat n'étonne pas le président de la Fédération des aînés francophones de l'Ontario. Les aînés, dit-il, ont peur de perdre les acquis.

Mais en ne combattant pas, ajoute M. Lécuyer, les jeunes «laissent échapper les gains que nous avons obtenus pour eux...même au fédéral il y a un glissement».

Il croit qu'une association nationale d'aînés pourrait jouer le rôle de chien de garde. «Les aînés n'ont plus rien à perdre. Ils

n'ont plus des emplois à protéger, ils ne cherchent plus une carrière, ils peuvent affronter la situation sans crainte de perdre. C'est un grand avantage».

Mais il n'y a pas que la lutte pour la survie de la francophonie qui préoccupe les aînés. Les soins de santé de longue durée, la protection contre les mauvais traitements infligés aux aînés, le logement à prix abordable, le choix de logement pour les aînés et les subventions aux programmes pour les aînés sont, dans l'ordre, les principales préoccupations exprimées dans le sondage.

Et les aînés francophones, comme du reste tous les aînés au pays, ont aussi des problèmes économiques. Pas moins de 32 pour 100 des répondants au sondage gagnaient moins de 15,000\$ par année, et 14 pour 100 devaient se débrouiller avec moins de 8,000\$.

• *Agence de production*

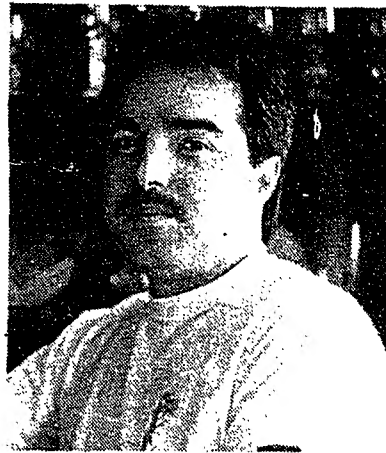
Détour est de retour...

par **SILVIE MONTIER**

EDMONTON - Au 1er mai dernier, après 3 ans de vie parfois laborieuse, l'Agence Détour mourait. Et voici que, à peine deux mois plus tard, naissent les Productions Détour. C'est à Francis Potié, ancien employé de l'agence que l'on doit cette quasi-résurrection.

«Je suis entré dans une entente avec l'ACFA, a expliqué M. Potié, après avoir appris la fermeture de Détour.» Et de continuer: «Ça ne s'est pas fait tout de suite, il nous a fallu à peu près trois semaines pour arriver à une entente, et puis voilà.»

Cette entente, dont parle Francis Potié, consiste en fait au droit d'utilisation des ordinateurs de l'ACFA, droit qui, d'après M. Yves Caron, directeur du développement culturel à l'ACFA, sera à renégocier dans 6 mois, ainsi que le droit d'utilisation de toute la banque d'information.



Francis Potié

M. Potié a, par ailleurs, acheté le droit d'utilisation du logo de l'Agence Détour: «J'ai repris des tas de petites choses qui seraient allées à la poubelle, dont le logo, a repris Francis Potié, car c'était important de pouvoir identifier mon service par quelque chose que les gens connaissent. C'est pour cela que j'ai voulu aussi reprendre le nom Détour. Par contre, je voulais que les gens reconnaissent que c'était différent aussi, c'est pour ça que j'utilise «Productions» plutôt que «Agence».

«Il faut savoir choisir les artistes qu'on représente. On a fait l'expérience avec Détour (l'agence), il faut prendre les artistes qui vont durer, pas les autres. Je pense que c'était l'un des problèmes de Détour.»

Et de continuer: «C'est quoi le problème de Détour? Eh bien, d'abord, on espérait avoir des subventions, et puis les subventions ne sont jamais arrivées...Mais le gros problème je crois, c'est que l'ACFA a commencé trop gros, trop vite...»

C'est d'ailleurs bien là ce que pense aussi Yves Caron: «On a commencé trop gros, mais ce qui s'est passé, c'est que nous avons embarqué sur un programme du gouvernement qui payait les salaires; nous avions demandé que quatre employés soient subventionnés, de façon à en avoir trois, et puis nous avons été bien surpris quand le gouvernement a donné son accord pour les quatre. On a donc dû employer une quatrième personne. Et puis après, quand il n'y a plus eu d'appui financier, il a bien fallu payer les salaires; et ce sont les salaires qui sont les plus grosses dépenses.»

Riches de ces expériences, Francis Potié n'a pas l'intention de commencer gros, ni même de le devenir: «Mon objectif, a-t-il confié, c'est de rester petit. D'abord, je ne peux pas faire tout seul le travail que Détour faisait, et puis, je veux travailler, je me cherche présentement du travail.»

Les Productions Détour ne seraient donc qu'une occupation secondaire: «Oui, je ne pense pas travailler sur les dossiers plus d'une heure ou deux par jour. C'est pour cela qu'on ne parle pas de représentation exclusive avec les artistes que j'ai contactés. Disons que ce qui va se passer, c'est que les artistes garderont leur agent et moi, quand je leur trouve des spectacles, je prends un pourcentage. C'est tout, je ne vais pas faire ça à temps plein.»

Sur la douzaine d'artistes que représentait l'Agence Détour, M. Potié s'attend à travailler pour deux: «Pour le moment, j'ai une entente verbale avec Alex Mahé et Chrystal Plamondon, mais, comme je disais, ce n'est pas une représentation exclusive.»

Et de continuer: «J'ai aussi contacté plusieurs autres artistes, comme Gilbert des Bûcherons, mais rien n'est décidé. De toute façon, je ne suis pas intéressé à représenter trop d'artistes, j'aime mieux travailler d'une façon plus étroite avec quelques artistes seulement.»

Pour arriver à vivre de ce genre de service, «ça prendrait, toujours d'après Francis Potié, au moins trois ou quatre, ou cinq artistes.» Mais pour le moment, l'objectif premier de M. Potié est simplement de faire un peu d'argent avec son agence de façon à pouvoir s'acheter un ordinateur, et puis, bien sûr, de se trouver un travail.

Bal des finissants à Bonnyville

C'était un grand jour pour plus d'une trentaine de jeunes étudiants de l'école secondaire Notre-Dame de Bonnyville, le 25 mai dernier.

En effet, il y a eu remise des diplômes de fin d'année et le fameux bal des finissants pour célébrer la fin de leur cours secondaire.

Félicitations à tous ces finissants et meilleurs de succès dans la poursuite de leur carrière.

(Photo ACFA régionale de Bonnyville)



Dessein 2000: succès ou foyer de divisions?

De retour dans son nid, le Pinson a revu mentalement ce grand rassemblement national autour du projet de société Dessein 2000 qui a eu lieu à Ottawa les 14, 15 et 16 juin dernier sous les auspices de la Fédération des francophones hors Québec, et s'est permis d'en déduire quelques conclusions. Je me permets de vous les faire partager.

Le cri du pinson

par Roland Pinsonneault
Agence de presse francophone

Dessein 2000 est un projet bien étoffé, qui doit être repris dans chaque communauté. Il est trop important pour le déposer sur une tablette, d'ailleurs nous n'en avons pas le temps.

La période de discussions fut courte pour un dossier de cette importance, à peine cinq à six heures. Il faudrait peut-être qu'on consacre plus de temps à l'avenir à l'analyse et à la discussion pour des dossiers semblables.

Le colloque nous a sans doute permis de réaliser le grand besoin qui existe de mieux se connaître au sein de la francophonie canadienne. J'ai noté la grande incompréhension qui existe quant aux raisons profondes qui motivent les tenants d'un fédéralisme fort, et celles qui motivent les tenants d'un Québec souverain.

Combien d'entre nous faisons un effort sérieux pour marcher dans les mocassins québécois? Combien de Québécois ont fait un effort sérieux pour marcher dans les mocassins de la diaspora francophone canadienne? Nous apprendrions peut-être à mieux nous connaître et à mieux nous comprendre, tout en reconnaissant que nous avons des raisons très valables pour chacune de nos prises de position.

Nous, les vrais minoritaires, nous devons réaliser que nous nous devons de transiger avec deux groupes de citoyens majoritaires: les Québécois et les Canadiens anglais.

Une très grande partie de la population québécoise n'a jamais eu l'occasion de côtoyer une vraie minorité, ou même de se sentir minoritaire. De plus, les Québécois ont respecté leur minorité anglophone.

Dessein 2000 souligne que dans nos différents espaces, il existe le besoin de se trouver des partenaires. J'appuie sans réserve cette prémisse. Cependant, les gouvernements et les agences gouvernementales se considèrent-ils comme de vrais partenaires? Est-ce que leur vision du partenariat se limite à une distribution d'aide financière, faisant de nous ni plus ni moins que des assistés culturels? Mais plutôt, s'assurent-ils que les lois et les services devant aider les minorités à se développer et à atteindre cette autosuffisance désirée par tous, soient des outils utilisables et utilisés pour les deux partenaires? Nos gouvernements et leurs agences sont nos partenaires essentiels, il est donc essentiel qu'ils remplissent bien leurs rôles.

En terminant, je regrette les manchettes des médias écrits et électroniques qui, comme toujours, passent plus de temps à souligner nos divergences d'opinions et nos pseudo-divisions, plutôt que de faire l'effort de souligner nos points de convergences et les efforts qui sont faits pour atteindre un consensus.

Que la grande majorité des personnes présentes optent pour un fédéralisme renouvelé, cela ne me surprend pas. Que l'on ait des membres qui optent pour un Québec souverain, il n'y a rien d'anormal à cela, pourvu qu'on sache que nous bénéficierons d'une façon ou d'une autre d'un Québec debout.

Les médias ont parlé de divisions. Pourtant, l'unanimité accordée autour du changement de nom de la fédération n'est-elle pas la preuve du contraire?

La joie qui a accueilli cette décision est profonde. Nous sommes revenus chez-nous plus forts, plus unis et prêts à faire face à l'avenir. Nous avons remplacé une marque de commerce bien connue par une autre. Ce geste ne renie pas le passé, il est le garant de l'avenir.

■ Le Pinson

• Camp d'été

Julie Bourcier est la nouvelle coordonnatrice

par NOËLLA FILLION
FALHER - Depuis deux semaines, la Rivière-la-Paix accueille une nouvelle coordonnatrice pour le camp d'été. Il s'agit de Julie Bourcier de Melocheville, près de Montréal. Elle a appris l'ouverture du poste par un copain qui a vu l'annonce dans le Franco.

Julie se dit très heureuse d'être parmi nous. Sa première impression fut que les gens sont bien accueillants et qu'ils l'ont aidée. Elle voit le tout comme une bonne expérience surtout qu'elle s'oriente vers l'enseignement au primaire. Le travail de coordonnatrice exigera des relations interpersonnelles qu'elle perçoit comme un bon défi. Avec les deux monitrices, Rachelle Monfette et Anne Bégin, elle s'est déjà penchée sur les objectifs du camp. Ensemble elles ont voulu valoriser la paix dans le monde, le respect des autres et le respect de l'environnement. Le

Camp de l'amitié favorisera donc les jeux coopératifs plutôt que compétitifs, une ambiance de non-violence où les problèmes se régleront à l'amiable et une redécouverte de la nature.

Julie coordonnera le camp résidentiel à Shaw's Point qui débutera le 7 juillet ainsi que les camps de jour à Girouxville (atelier de menuiserie) et à Falher (atelier de théâtre).

Le camp résidentiel s'adresse à tour de rôle aux enfants de 7-8 ans, aux 9-10 ans et aux 11 ans et plus. La durée sera du dimanche soir au vendredi et les parents devront conduire les enfants au site du camp. Présentement Julie est à faire un dépliant qu'elle distribuera dans les écoles quand elle ira présenter le projet.

Chaque participant qui s'inscrira au camp avant la date limite aura droit à un tirage dont le prix est un sac d'activités de plage. Bon camp d'été à tous!

• Nouveau président de l'APN

Ovide Mercredi, un remplaçant adéquat

par KARINE BEAUDETTE (collaboration spéciale)
APF - Après un chaud débat entre deux candidats manitobains, l'Assemblée des Premières Nations (APN) a élu Ovide Mercredi à la tête de l'organisation.

Conrad Sioui, vice-président de l'APN, signale que la réunion a été très bonne: «C'était une assemblée forte qui nous a donné un bon chef. Ovide Mercredi remplace Georges (Erasmus) de façon adéquate. Le Manitoba avait deux candidats de haut calibre».

La réunion qui s'est tenue à Winnipeg du 9 au 12 juin a beaucoup pivoté autour du sujet de l'autonomie gouvernementale des amérindiens. L'APN voit la mort de l'Accord du lac

Meech comme une chance de redéfinir la place des autochtones dans la vie canadienne.

Conrad Sioui juge que le terme souveraineté devrait être utilisé plutôt que auto-détermination, qui est le terme plus couramment utilisé en ce moment.

«La souveraineté devait être précisée dans la constitution canadienne renouvelée. Les gouvernements auto-déterminants devraient être protégés par la plus grande loi canadienne. On n'abdiquera pas, c'est clair. L'assemblée a décidé».

«Si on applique le principe de nation à nation, de gouvernement à gouvernement, dans les traités qu'on signe dorénavant, les autres principes suivront. L'idée est en place mais

... suite en page 8

LE FRANCO

Journal hebdomadaire publié le vendredi au service des francophones de l'Alberta depuis 1928.

APF
Association de la presse francophone

Directeur-rédacteur: Pierre Brault
Adjointe-administrative: Micheline Brault
Journaliste: Sylvie Montier
Correspondant national: Yves Lusignan
Graphiste: Marc Vaillancourt
Photocomposition: Denise Lamoureux

OPSCOM

Toute correspondance doit être adressée à:

Le Franco
8923, 82e Avenue
Edmonton (Alberta)
T6C 0Z2
Tél.: (403) 485-6581
Télécopieur: (403) 485-3647

Abonnement d'un an: 19,26\$ - Étranger: 34,24\$
Courrier de deuxième classe - Enregistrement 1881
Les membres de l'Association canadienne-française de l'Alberta sont automatiquement abonnés au journal en payant leur cotisation à l'ACFA.

L'hebdomadaire Le Franco est imprimé sur les presses de GAZETTE PRESS LTD, à St-Albert, Alberta.

Toute reproduction en tout ou en partie d'un texte ou d'une photo est interdite sans la permission écrite du Franco. Nos clients dont les annonces sont publiées dans cette édition ont cinq (5) jours pour nous signaler toute erreur de notre part et ce, à partir de la date de publication. La responsabilité pour toute erreur commise dans une annonce se limitera au montant payé pour seulement la partie de l'annonce qui contient l'erreur, en tenant compte que l'erreur est celle du Journal Le Franco.



EDITORIAL

par Pierre Brault

Un beau geste

Lors de l'assemblée générale annuelle de la FFHQ, devenue la Fédération des communautés francophones et acadiennes du Canada, la délégation a réellement posé un beau geste. Alors que la délégation acadienne du Nouveau-Brunswick parrainait la proposition du nouveau nom de l'association porte-parole des francophones hors Québec, qui était «La Fédération des communautés francophones et acadiennes», la plupart des délégués croyaient fermement que la délégation de l'Alberta voterait contre, en plus de d'autres délégations qui s'abstiendraient de voter. L'atmosphère était lourde dans la salle. Avec ce nom on se dirigeait presque inévitablement vers un déchirement.

La délégation de l'Ontario a alors proposé un amendement à la proposition principale pour y ajouter au nouveau nom original les mots «du Canada».

La présidente de l'ACFA, Madame France Levasseur-Ouimet, qui dirigeait la délégation de l'Alberta, a alors demandé la parole. Et elle a déclaré: «La délégation de l'Alberta accepte l'amendement de la délégation de l'Ontario et se rallie à la proposition de la délégation acadienne du Nouveau-Brunswick en geste de générosité envers la francophonie canadienne». Il n'en fallait pas plus pour que tous les délégués se lèvent d'un bloc et applaudissent à tout rompre «le beau geste» que venait de poser la délégation franco-albertaine. Cette dernière venait d'éviter une crise interne dont l'association-mère peut se passer dans les conditions actuelles.

La délégation franco-albertaine a fait preuve de courage, de détermination, d'esprit d'unité, en posant «le beau geste». Les Acadiens du Nouveau-Brunswick auront-ils le même courage lorsque viendra le temps de prendre une décision concernant «Dessein 2000»?

Encore une fois, une petite minorité a posé un geste de

générosité, de foi, envers une plus importante minorité, envers la communauté francophone et acadienne du Canada. Quand verrons-nous ces mêmes communautés venir au secours des Franco-Albertains qui en ont ras le bol de la dictature du gouvernement provincial et de ses invincibles dinosaures.

On aura beau critiquer les méthodes souvent inattendues et radicales des Franco-Albertains dans leurs revendications, exemple la présentation devant Bélanger-Campeau, mais il n'en reste pas moins qu'en regardant dans le rapport la vingtaine de lignes où l'on mentionne la situation des francophones hors Québec, force est de reconnaître que la délégation franco-albertaine a fait la «bonne» présentation devant Bélanger-Campeau. Une preuve de plus qu'à faire la «courbette» et à demander à genoux ne sert absolument à rien. Qu'avions-nous à perdre? Nous avons probablement tout à gagner.

La dictature albertaine

Encore une fois, le gouvernement albertain refuse de reconnaître aux Franco-Albertains le droit à la gestion scolaire. Et cela, malgré le fait que la Cour suprême a statué sur le cas Mahé il y a quinze mois. Il a raté une belle occasion de prouver à la population canadienne que l'unité du pays était essentielle au succès des prochaines négociations constitutionnelles. Il démontre aussi qu'il n'a aucun respect du système judiciaire canadien et surtout du plus haut tribunal du pays. Comment voulez-vous que, dans une situation semblable, les citoyens canadiens aient encore confiance en leurs politiciens. Il faudra évidemment que les honorables juges de la Cour suprême montrent les dents quand l'Association Julia et Georges Bugnet se présentera devant eux, pour forcer le gouvernement Getty à passer à l'action.

LE COURRIER DES LECTEURS

Concours de l'A.E.B.A.

Monsieur le rédacteur,

En feuilletant mon Franco du 7 juin dernier, je suis tout naturellement tombée sur les textes gagnants du concours littéraire annuel de l'A.E.B.A. Parmi tous les écrits primés, il en est un qui a tout particulièrement attiré mon attention, celui intitulé "Perte du français". Non, ce n'est pas le style de l'auteure ni la qualité de son français qui m'ont surpris mais, malheureusement, la nature de certains propos qui y étaient tenus au sujet de l'école Héritage.

Je respecte, bien évidemment, les libertés d'expression et d'opinion de chacun. Je peux également fort bien comprendre que la jeune auteure de ce texte ressente quelque animosité plus ou moins personnelle vis-à-vis d'un certain établissement scolaire; c'est, après tout, son droit le plus absolu. Par contre, je trouve malheureuse la manière dont elle fait passer un certain message et les fausses impressions que celui-ci peut laisser.

Neparlons pas du ton quelque peu colérique, voire même frustré, des commentaires tels que "(...) je ne vas pas à cette école et on n'a rien." ou "(...) c'est tout à cause de l'école Héritage." et tenons nous en aux faits (???) qui y sont mentionnés. Comment une jeune personne de dixième année qui n'a peut-être jamais mis les pieds à l'école Héritage peut-elle écrire "(...) ils ont des privilèges que les autres écoles n'ont pas, juste parce que c'est tout français." ? Quels sont ces privilèges? Nommez-les moi, car moi qui suis à cette école presque tous les jours depuis deux ans, je ne les ai pas encore vus.

En fait, ce n'est pas vrai car oui, les élèves qui fréquentent l'école Héritage ont des privilèges. À Héritage, les élèves ont le privilège d'entendre les messages de la direction dits en français, partout dans l'école, et celui de recevoir toutes les communications écrites de cette même direction, en français. Ils ont aussi le privilège de pouvoir s'adresser en français à n'importe qui à l'école sans se sentir dévalorisés ou jugés, de même que celui de vivre dans

un environnement qui valorise la très belle langue française et qui en fait autre chose qu'une langue qu'on ne parle qu'à la maison et dans certains cours. Et si le fait d'avoir des locaux un peu vétustes où les fenêtres ne veulent pas toujours s'ouvrir ou se fermer et où l'on se sent souvent un peu serrés tellement l'espace nous est compté c'est être privilégié, alors oui, nous sommes privilégiés... Mais les choses que nous obtenons pour améliorer notre condition ne sont pas des privilèges, ce sont des droits que nous faisons valoir parce que le nombre d'étudiants qui fréquentent notre école nous le permet.

Pour rien au monde je ne voudrais faire porter le blâme de ces malheureux propos à la seule auteure du texte "Perte du français", une personne aussi jeune et probablement mal informée. Cependant, je ne félicite pas l'enseignante qui a envoyé ce texte au concours de l'A.E.B.A. Mais les plus coupables, si coupables il doit y avoir, ce sont sans nul doute les membres du jury de ce concours qui ont accordé un premier prix à un tel écrit.

En tant qu'enseignante à l'école Héritage, comment puis-je maintenant prendre au sérieux une organisation qui accepte et même valorise par un prix un texte qui tient des propos injustes à l'égard de mon école? Mesdames et messieurs de l'A.E.B.A., si vous voulez que les élèves francophones participent à votre concours, assurez-vous qu'ils aient le goût de le faire. Mes élèves sont fiers de leur école et ne participent pas à une activité ou à une organisation dans laquelle ils ne la sentent pas respectée. Dans ce cas-ci, ils se sont sentis insultés par l'A.E.B.A.

Mona Grenon,
enseignante de
l'école Héritage
Jean-Côté, Alberta

Droits de l'homme

Monsieur le Rédacteur,
Depuis ces dernières semaines, un des nombreux problèmes qui semblent paralyser notre société a retenu mon attention. Le problème auquel je fais allusion est celui

de la violence des droits de l'homme et je crois que cette exploitation doit arrêter à tout prix.

On suppose que l'oppression des Noirs aux États-Unis est une chose du passé, or il y a des choses qui ne changeront peut-être jamais. Aux États-Unis, les Noirs sont encore maltraités et un caméraman amateur l'a prouvé avec une séquence visible. Son film met en vedette quatre agents blancs du L.A.P.D. (Los Angeles Police Department) qui battent un homme noir qui était arrêté pour excès de vitesse. À mon avis, il aurait été plus civilisé et humain de lui remettre une contravention écrite sur papier.

L'exemple du L.A.P.D. n'est qu'un grain de sel face à tous les autres «génocides» vécus à travers le monde. En 1986, des statistiques ont montrées que seulement une personne sur cinq jouit des «droits de l'homme». À mon avis, l'effort que les gouvernements montrent pour solutionner ce problème est inadéquat.

Roch Labelle
Edmonton, Alberta

• Hart Rouge

Ce groupe mise sur ses voix de façon «Inconditionnelle».

par Paul de la Riva

(APF) - Hart Rouge, c'est le nom que portait dans le passé «Willow Bunch» un petit village francophone au sud de la Saskatchewan, Hart Rouge c'est le tabac que fumaient les Métis de cette communauté. Hart Rouge, c'est Annette, Michelle, Paul et Suzanne Campagne.

DE FOLLE AVOINE À HART ROUGE

En 1983, les quatre enfants Campagne se produisaient avec leurs trois autres soeurs sous le nom de Folle Avoine. Cet ensemble vocal traditionnel s'était fait un nom dans le circuit des festivals d'été du Canada et avait produit en 1985 un disque «Au rythme du courant». A l'automne 1986, on assistait à la naissance du groupe Hart Rouge et en 1988, le groupe sortait son premier album.

Cet album était plutôt orienté vers le pop et le rock. En 1989, Hart Rouge obtenait une nomination au gala de l'ADISQ dans la catégorie de «groupe de l'année». Il y a un mois et demi Hart Rouge sortait son nouvel album «Inconditionnel», qui se veut un hommage «inconditionnel» à la voix.

Suzanne Campagne, la porte-parole du groupe, se dit très heureuse de la réception du public. «Nous sommes très occupé par la promotion de l'album. Notre chanson «Inconditionnel» se place déjà au septième rang du palmarès et notre vidéo joue souvent à Musique Plus.

Leur premier album, intitulé tout simplement «Hart Rouge» a été vendu à près de 15,000 exemplaires. La chanson qui a surtout permis à Hart Rouge de se faire un nom, était «Et après

tout ça», qui a grimpé jusqu'au 17ième rang dans le palmarès. «C'était un début pour nous puisqu'il fallait se placer: l'album a plus ou moins servi de carte d'affaires. Dès notre première année, on a été mis en nomination à l'ADISQ, ce qui signifie une certaine acceptation du milieu».

Si Hart Rouge a autant d'espoir dans leur album «Inconditionnel», c'est qu'il a, comme réalisateur, André Lambert, et qu'il a profité de la collaboration de Daniel Lavoie. «Daniel Lavoie nous a aidé avec la consultation et dans les voix. La musique de la chanson «Coeur de dire» est de lui. Travailler avec Daniel Lavoie nous a fait du bien; il est un peu une idole pour nous puisque c'est quelqu'un qui vient du même coin et qui a réussi».



REJOINDRE LE PUBLIC

Ce qui est important pour Hart Rouge, c'est de rejoindre le public. «Je crois que les Québécois s'identifient plus au groupe qu'aux chansons, alors nous devons mettre nos visages sur les chansons. Cet été, nous participerons à des festivals d'été et ferons une tournée en Estonie en juillet. Cet automne, nous espérons faire une tournée de notre propre spectacle dans 25 ou 30 centres québécois.»

Ce qui est important à ce stade-ci pour Hart Rouge, c'est

de vendre des albums, participer à des émissions de télé, et surtout, de tourner à la radio. «Quand on a une chanson numéro un, ça aide beaucoup à la promotion et permet à l'album de se vendre beaucoup. Si on vend beaucoup c'est presque automatique que tout fait boule de neige. Une fois que l'on a un succès dans un domaine, il faut pousser dans l'autre».

«On commence à nous reconnaître dans les rues de Montréal, surtout lorsque nous sommes les quatre ensemble».

«Une fois, j'ai égaré mon chèque de pension du gouvernement. Vous pouvez imaginer à quel point ça m'a énervée.»



«Maintenant, grâce au dépôt direct, ma pension est déposée automatiquement dans mon compte chaque mois.»

C'est à la fois pratique, sécuritaire et fiable. Le nouveau dépôt direct est conçu pour tous les prestataires de pensions ou d'allocations de Santé et Bien-être social Canada et d'Anciens combattants Canada.

Le dépôt direct, c'est plein de bon sens. Grâce au dépôt direct, votre paiement sera déposé automatiquement dans votre compte. Ainsi, on évite les problèmes occasionnés par les retards, la perte ou le vol d'un chèque.

À vous de choisir.

Le dépôt direct, c'est volontaire. Pour tout renseignement ou pour obtenir des formulaires

d'adhésion au dépôt direct, veuillez vous adresser à la plupart des institutions financières, à un bureau d'Anciens combattants Canada ou à un bureau de pension de Santé et Bien-être social Canada le plus proche de chez vous. N'hésitez pas à vous renseigner. Puis, inscrivez-vous au dépôt direct et profitez de ses avantages.



Profitez-en !

Les employés...

..suite de la page 7

entreprise le premier jour du mois, et que cette entreprise déclare faillite le 10 ième jour du mois, le fournisseur aura 20 jours pour récupérer sa marchandise. Le problème avec cette disposition de la loi, c'est qu'un fournisseur pourra difficilement récupérer sa marchandise, si une entreprise déclare faillite 29 jours après la livraison de la marchandise.

Le ministre pense toutefois que cette disposition permettra de freiner «l'effet domino», alors que des fournisseurs sont entraînés bien malgré eux au bord de la faillite, à cause de la faillite d'un de leur client.

Autre nouveauté dans la loi, le gouvernement sera maintenant un créancier comme un autre, et ne sera plus considéré comme un créancier garanti. Le gouvernement aura toutefois toujours la priorité pour obtenir le paiement des impôts, des

contributions au Régime de pension du Canada et des primes d'assurance-chômage.

Les partis d'opposition estiment que le montant de 2000\$ de salaire et de paie de vacances que les employés pourront récupérer est trop bas et ne correspond pas à la réalité économique.

Selon le critique libéral Bob Kilger, les employés devraient être en mesure de récupérer plus de 3000\$ en salaire. Quant à la nouvelle taxe de 2.4 cents pour financer ce programme, il a qualifié cette mesure de «totalement inacceptable».

Le critique néo-démocrate John Rodriguez a déploré de son côté que la loi ne soit pas rétroactive. Selon lui, elle ne s'appliquera qu'une fois la récession terminée, ce qui privera des milliers de Canadiens de la protection de la nouvelle loi.



CONSERVONS
NOS SOLS

• Si une entreprise fait faillite

Les employés pourront récupérer plus facilement leur salaire

(APF) - Si votre employeur est sur le point de déclarer faillite, vous devriez lui dire de patienter un peu, le temps pour le gouvernement d'adopter sa nouvelle loi sur la faillite.

La nouvelle Loi sur la faillite déposée par le ministre fédéral des Consommateurs et des Sociétés Pierre Blais prévoit la création d'un Programme de paiement des créances salariales. En vertu de ce programme, les employés pourront récupérer jusqu'à 2000\$ de salaire et de paie de vacances, et 1000\$ de dépenses impayées dans un délai de quatre à six semaines après de la demande.

Il s'agit d'une amélioration considérable si on compare avec l'actuelle Loi sur la faillite qui date de 1949. Actuellement, les employés d'une entreprise en faillite sont les derniers à se faire payer, et ils doivent attendre jusqu'à un an, pour finalement apprendre qu'ils n'ont droit à rien du tout. Et s'il reste encore de l'argent après le passage des créanciers, les employés n'ont alors droit qu'à 500\$ en salaire, et 300\$ en dépenses impayées.

Ce sont les employeurs uniquement qui financeront ce programme par le biais d'une taxe de 2.4 cents par 100 dollars du salaire assurable. Selon le gouvernement, cette taxe coûtera en moyenne 10 cents par employé par semaine aux entreprises, et elle s'ajoutera aux primes payées par l'employeur pour l'assurance-chômage. Cette somme, a assuré le ministre, servira uniquement à rembourser les salaires perdus lors de faillites.

La nouvelle loi corrige des iniquités du passé, et introduit les premiers changements majeurs à la Loi sur la faillite depuis son adoption en 1949, a annoncé avec fierté le ministre Blais.

FAILLITES PERSONNELLES

Ainsi, un individu qui déclare une faillite personnelle pourra avoir recours plus facilement à une procédure administrative plus rapide et peu coûteuse. Entretemps l'individu en difficulté financière et qui devra moins de 75,000\$ (excluant les hypothèques), pourra négocier avec ses créanciers pour échelonner le remboursement de sa dette sur une plus longue période de temps.

POUR LES ENTREPRISES AUSSI

Une entreprise en difficulté financière pourra obtenir un avis de 30 jours pour se protéger des créanciers ordinaires. Durant cette période, elle pourra tenter une réorganisation commerciale et négocier avec ses créanciers. Au bout de 30 jours,

l'entreprise aura le choix entre présenter une proposition de réorganisation commerciale, ou demander à la cour la permission d'étendre l'avis pour un autre cinq mois.

Aux Etats-Unis, la loi accorde jusqu'à deux ans à des entreprises pour se réorganiser en cas de

faillite. C'est trop long estime le ministre Blais, qui tient à ce que les entreprises canadiennes prennent «ça au sérieux».

«La nouvelle loi est axée sur la réhabilitation plutôt que sur la liquidation» a expliqué le ministre Blais pour justifier cette protection. «Nous modifions les

règles actuelles afin d'aider les entreprises en difficulté financière à se réorganiser et par le fait même à améliorer leurs chances de survie et à protéger des emplois», a ajouté le ministre lors de sa conférence de presse.

Les fournisseurs impayés, qui

en vertu de la loi actuelle doivent se contenter de miettes, quand ils n'ont pas tout perdu, trouveront aussi leur compte dans la nouvelle loi.

Ils auront 30 jours suivant la livraison pour récupérer leur marchandise d'une entreprise,

... suite en page 6

Canadiens et Canadiennes,

Permettez-moi de répondre aux Canadiennes et aux Canadiens qui ont participé à la récente campagne du Conseil Canadien des fabricants des produits du tabac.

Le tabac tue chaque année plus de 35 000 de nos concitoyens et concitoyennes. Il s'agit de la principale cause des maladies cardiorespiratoires pouvant être évitée. Les nouveaux utilisateurs de produits du tabac sont essentiellement des adolescents. L'augmentation récente de la taxe d'accise sur le tabac devrait réduire de 100 000 le nombre d'adolescents qui fument et prévenir 25 000 morts prématurés chez ces derniers.

L'appui marqué pour cette nouvelle taxe et d'autres mesures visant à réduire le tabagisme que les groupes de protection de la santé ainsi que de nombreux non-fumeurs et anciens fumeurs témoignent, m'encourage énormément. L'appui pour la taxe s'accroîtra au fur et à mesure que la population comprendra qu'il s'agit d'une mesure favorisant la santé publique.

Le Canada est un chef de file dans la lutte contre le tabagisme. Nous avons grandement réduit le taux de tabagisme grâce à des programmes d'éducation et de sensibilisation du public, à la limitation de la publicité sur le tabac, à l'interdiction de fumer dans les avions et les édifices gouvernementaux, à l'impression de mises en garde sur les paquets de cigarettes, à l'augmentation des taxes sur le tabac et à l'assistance offerte aux tabaculteurs pour qu'ils convertissent leurs terres en d'autres cultures.

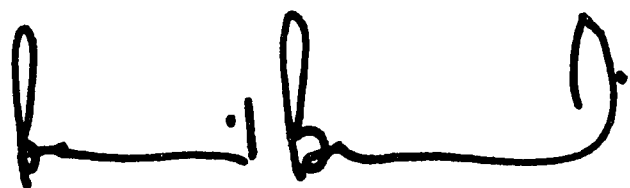
Le gouvernement poursuivra ses efforts en vue d'encourager tout le monde à adopter de saines habitudes. Nous espérons que la génération de l'an 2000 sera non-fumeuse.

Veuillez agréer, Canadiennes et Canadiens, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

En coopération avec les organismes suivants :
Association médicale canadienne
Société canadienne du cancer
Fondation des maladies du cœur du Canada
Association pulmonaire du Canada
Association canadienne de santé publique
Association des infirmières et infirmiers du Canada
Conseil canadien sur le tabagisme et la santé
Médecins pour un Canada sans fumée
Association pour les droits des non-fumeurs

Fumer, c'est fini!

Canada



Benoît Bouchard
Ministre
Santé nationale et Bien-être social

• Pour conserver le porc

Emballage en atmosphère contrôlée

Ottawa - Imaginez les marchés que pourrait saisir le porc frais si la durée de conservation à l'étalage pouvait s'étendre à quatre mois! C'est la promesse d'une nouvelle technologie appelée emballage en atmosphère contrôlée qui devrait révolutionner le secteur des viandes.

La détérioration pose un grave problème au secteur des viandes parce que les bactéries ont tendance à proliférer à un rythme qui ferait rougir les lapins.

L'emballage en atmosphère contrôlée suppose le remplacement de l'air emprisonné dans l'emballage par un volume suffisant de bioxyde de carbone pour améliorer les conditions d'entreposage, de manutention et de distribution du produit.

Ce procédé d'emballage conjugué à la réfrigération stoppe la multiplication bactérienne et permet de conserver le porc frais à l'étalage pour au moins 15 semaines, soit trois fois à l'emballage sous vide traditionnel.

Selon Les Jeremiah, spécialiste de la Station de recherches de Lacombe (Alberta), cette technologie permettra au secteur canadien des viandes de trouver de nouveaux débouchés partout dans le monde.

L'Office de commercialisation du porc du Manitoba est l'un des organismes appelés à collaborer avec les chercheurs pour évaluer la rentabilité commerciale de l'emballage en atmosphère contrôlée, appliqué au porc frais réfrigéré.

«La possibilité d'élargir nos échanges, particulièrement avec les pays du Bassin du Pacifique, réside dans notre capacité d'expédier du produit frais réfrigéré, déclare Larry, gérant général de l'Office. Cette technologie nous permettra de rejoindre le secteur de la vente au détail, ce que nous n'avons jamais fait auparavant».

Ovide...

suite de la page 4

il faut la mettre en application.

À l'occasion de l'assemblée annuelle à Winnipeg, les leaders de l'APN ont eu une rencontre privée avec Brian Dickson, président de la Commission royale nommée pour étudier la question des autochtones. «On a discuté de la formation et du mandat de la commission» fait savoir Conrad Sioui.

«C'était une très bonne rencontre. Les chefs se sont exprimés. On voudrait qu'il y ait une certaine permanence à la commission. Et qu'il y ait un mécanisme qui permette aux autochtones d'étudier les autres, au lieu de toujours être les sujets d'étude».

Entre autres, Conrad Sioui parle des groupes francophones minoritaires comme sujets d'études possible. «Les francophones ailleurs au pays sont plus ouverts et plus prêts à nous appuyer. Ils sont plus compréhensifs puisqu'ils sont dans des situations plus semblables».

«La relation entre francophones et autochtones a toujours été bonne, fondée sur un respect mutuel. Les francophones (Québécois) ont mal pris que les autochtones participent à la mort de l'Accord du lac Meech. Ils ont compris que les autochtones ne les aimaient pas».

«Puis, la crise d'Oka a complètement désagrégré les relations. Depuis, nous, on a tendu la main. Eux n'ont pas encore répondu».

Et que dire des deux camps qui se sont dressés entre Ovide Mercredi et Phil Fontaine lors de l'assemblée annuelle de l'Assemblée des Premières nations à Winnipeg? «Il y a un processus de guérison qui se fait. Ça prend un effort personnel de tout le monde. Il faut se tendre la main au lieu de se lancer des roches».

«Dans un ou deux mois, tout devrait être rentré dans l'ordre. Sinon, c'est qu'il y a des gens de mauvaise foi», remarque Conrad Sioui, qui est également le chef national des Premières nations Québec-Labrador.

BROOKER-WHEATON AVIATION LTD. AVIS DE DEMANDE SERVICE AÉRIEN

N° 910686 WR AU RÔLE:
Dossier n° M 4895/B71-4-1

Aux termes de la licence n° 883672, Brooker-Wheaton Aviation Ltd. est autorisée à exploiter un service international à la demande (affrètement) de la classe 9-4 pour le transport de personnes et de marchandises avec des aéronefs à voilure fixe des groupes A, B et C.

La licenciée demande maintenant l'autorisation d'ajouter des aéronefs du groupe G sous le couvert de ladite licence.

Une collectivité, une personne ou tout autre organisme peut intervenir pour appuyer ladite demande, s'y opposer ou en réclamer la modification en conformité avec les Règles générales de l'Office national des transports. L'intervention doit être déposée au Secrétaire de l'Office au plus tard le 29 juillet 1991. Une copie de l'intervention doit être déposée en même temps à la demanderesse et une preuve de la signification doit être envoyée à l'Office.

Le dépôt de l'intervention auprès du Secrétaire peut se faire en mains propres, par courrier recommandé ou par messenger, à l'Office national des Transports du Canada, au 3ième étage, 350 Troisième avenue Nord, Saskatoon (Saskatchewan), S7K 6G7, ou par télécopieur (n° 306-975-5206).

L'Office fournira sur demande les détails de la demande et les instructions pour le dépôt d'une intervention. Pour de plus amples renseignements, téléphonez à Kathy Smith au 306-975-5203.

SHAUNAVON SCHOOL DIVISION N° 71

est à la recherche d'un(e)
ENSEIGNANT(E)

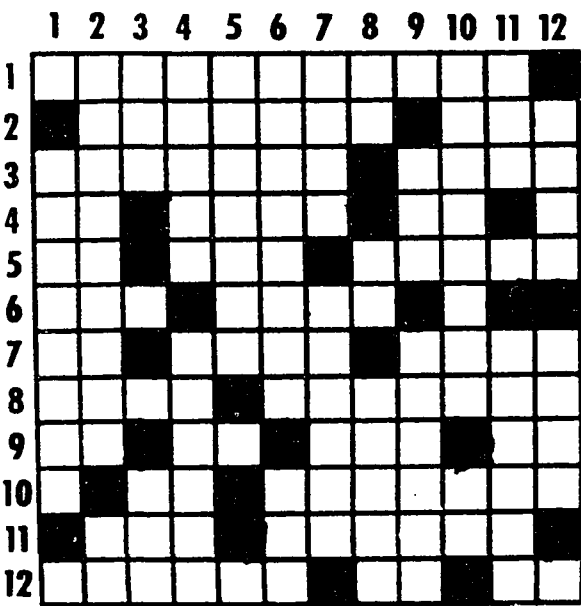
La commission scolaire de Shaunavon recherche un(e) enseignant(e) pour l'année scolaire 1991-92, à l'école de Ponteix, Saskatchewan. Niveau secondaire - Français et Sciences Humaines (20 étudiants)

Envoyer votre curriculum vitae à:
Shaunavon School Division N° 71
Boîte postale 10
SHAUNAVON, Saskatchewan
S0N 2M0

L'ALPHABÉTISATION: On se donne le mot

CONCOURS DE MOTS CROISÉS

GAGNEZ UN ROMAN d'une valeur de 25 \$



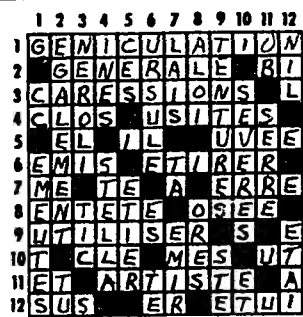
HORizontalement

- 1- Esprit de coterie.
- 2- Partie immergée d'un navire (pl.). — Poss.
- 3- Vu, eu égard à. — De naissance.
- 4- Pron. pers. — Fruit. — Lac au Soudan.
- 5- A toi. — Fin (anglais). — Attaché avec une ancre.
- 6- Partie nord du comté de Cambridge. — Poste radiophonique montréalais.
- 7- Pour nier. — Apôtre. — Ombellifère vivace.
- 8- Foyer de la cheminée. — Espèce de navet.
- 9- Créé. — Seul. — Clair. — Conj.
- 10- Préfixe. — Diversité.
- 11- Petite prairie. — Finesse méchante.
- 12- Font de la poésie. — En les. — Réitération.

VERTICALEMENT

- 1- Contigu.
- 2- Chose du moment. — Fl. italien.
- 3- Échec au roi. — Colère.
- 4- Espace sablé. — Très jeune.
- 5- Action de ne pas fournir une couleur demandée au jeu de cartes.
- 6- Ville de l'U.R.S.S. — Du verbe aller.
- 7- Paire. — Fruit.
- 8- Du verbe être. — Prép. lat. — Couleur.
- 9- Riv. d'Allemagne. — Général romain.
- 10- Non coupable. — Abrév. d'école.
- 11- Agent d'affaire. — Tailler la tête d'un arbre.
- 12- Liquide nourricier. — Cap.

Solution
du concours du
7 juin



La gagnante du Concours de mots croisés de l'édition du 7 juin dernier est Monique Lajoie de La Corey, Alberta.

Complétez
la grille et
retournez-la

avant
le 19 juillet
1991

à l'adresse
suivante:

Mots croisés
Le Franco
8923, 82e Avenue
Edmonton, Alberta, T6C 0Z2

NOM: _____
ADRESSE: _____ TÉLÉPHONE: _____
VILLE: _____ CODE POSTAL: _____

• Le club Toastmaster francophone

Les Beaux Parleurs D'Edmonton

Les Beaux Parleurs, le club Toastmaster francophone d'Edmonton, a reçu sa charte le 30 mai dernier, lors d'une réunion au restaurant Bugati. Le président sortant, M. Raphaël Thierrin, a reçu le précieux document des mains du gouverneur pour la région Alberta-Saskatchewan, Mme Liz Pasieka, qui a profité de l'occasion pour livrer un petit message en français. Les participants en ont été ravis.



Les membres du club Les Beaux Parleurs. Devant, de g. à d.: M. Nicholas Hindle, président, Mmes Linda Renaud, Thérèse Dallaire, Fernande Bergeron, Lyne Lemieux et Liz Pasieka. Derrière: MM. Pierre Bourbeau, Ghislain Bergeron, Mme Lorena Tersteg, M. Raphaël Thierrin, Mme Wendy Poirier et M. André Babet.



Paroisses francophones

Messes du dimanche

Immaculée-Conception
10830 - 96e Rue
Dimanche: 10 h 30

Saint-Albert
Chapelle Connelly
McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10 h

Sainte-Anne
9810 - 165e Rue
Dimanche: 10 h 30

Saint-Thomas d'Aquin
8760 - 84e Avenue
Samedi: 16 h 30
Dimanche: 9 h 30 et 11 h

Saint-Joachim
9928 - 110e Rue
Samedi: 17 h
Dimanche: 10 h 30
Lundi au vendredi: 17 h

Sainte-Famille à Calgary
1719 - 5e Rue S.O.
Samedi: 17 h
Dimanche: 10 h 30

**Connelly
McKinley Ltd.**
Salon funéraire



**10011, 114e Rue
Edmonton (Alberta)**
422-2222

9, Muir Drive 265, rue Fir
St-Albert Sherwood Park
458-2222 464-2226

Construction de défense Canada

Les SOUMISSIONS SOUS PLI CACHETÉ, pour les projets indiqués ci-dessous, adressées au Secrétaire-Trésorier, Gestionnaire régional, Politique et Administration des marchés, Travaux publics Canada, suite 1000, 9700 avenue Jasper, Edmonton (Alberta) T5J 4E2, seront reçues jusqu'à 14 h 00, heure locale.

PROJET: CA 129 10 bfc Calgary (Alberta)
Amélioration du champ de balle

PROJET: ED 199 12 bfc Edmonton (Alberta)
Remplacement du système d'égoût

DATE DE FERMETURE: le mercredi 3 juillet 1991 DÉPÔT: NIL

Les documents de soumission peuvent être obtenus au bureau de Construction de Défense Canada, Ottawa, tél.: (613) 998-9549 ou télécopieur (613) 998-1061, sur présentation du dépôt approprié.

Les documents de soumission peuvent être examinés aux bureaux des Associations de construction et au bureau régional dans la région du projet ainsi qu'au TPC indiqué ci-dessus.

Canada

Travaux publics Canada

APPEL D'OFFRES

Des SOUMISSIONS CACHETÉES pour le projet énoncé ci-après, adressées au gestionnaire régional, Politique et administration des marchés, Travaux publics Canada, bureau 1000, 9700 avenue Jasper, Edmonton, Alberta, T5J 4E2, seront reçues jusqu'à 14 h 00, à la date limite indiquée. On peut se procurer les documents de soumission à l'adresse ci-dessus, téléphone: (403) 495-3213.

PROJET

N°624169 - pour le compte de Énergie, Mines et Ressources Canada, Tuktoyaktuk, T.N.-O., projet EPCP, entrepôt à assembler sur place.

Date limite: le jeudi 18 juillet 1991

On peut également se procurer les documents de soumission aux bureaux de Travaux publics Canada situés à Yellowknife, T.N.-O. et à Inuvik, T.N.-O. On peut consulter ces documents aux bureaux de l'Association des constructeurs des Territoires du Nord-Ouest situés à Yellowknife, T.N.-O.

Le Ministère ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Canada

1 340-564 ...PERSONNES MONTENT RÉGULIÈREMENT SUR LEURS GRANDS CHEVAUX

Pour tout le monde... pour la vie!

PARTICIPATION

**ascott
travel**

Pour tous vos besoins de voyage

Hys Center, 11010 - 101 Rue,
Edmonton, Alberta Canada T5H 4B9

(403) 423-1040

Albert Tardif, président



DÉRY PIANO SERVICE

J.A. Déry Enrg.

accordeur de pianos
Tél.: (403) 454-5733
11309, 125e Rue, Edmonton (Alberta)



DR R.D. BREault DENTISTE

Strathcona Medical Dental Bldg.
Pièce 302, 8225 - 105e rue
Edmonton (Alberta) T6E 4H2

Tél.: 439-3797

DR COLETTE M. BOILEAU DENTISTE

350, West Grove Professional Building
10230 - 142e rue
Edmonton (Alberta) T5N 3Y6

Tél.: 455-2389

CADRIN DENTURE CLINIC Bernard Cadrin

Édifice G.B. 9562 - 82e avenue
Edmonton (Alberta) T6C 0Z8
Entrée ouest, plancher principal

Bur.: 439-6189

Rés.: 465-3533

APCO Insurance Services Ltd

AUTO, MAISON, LOCATAIRE, VIE, COMMERCIALE
Raymond Piché **Cécile Charest**
#202, 10008 - 109e rue, Edmonton (Alberta) T5J 1M4
422-2912



CÔTÉ DRYWALL

RÉSIDENTIEL ET COMMERCIAL

Rénovations, «drywall», plâtrage, peinture,
teinture et «studs metal», plafonds suspendus.
25 ans d'expérience

8522 - 81e Avenue
Edmonton (Alberta)
T6C 0N4

ESTIMATIONS GRATUITES
Propriétaire: **LOUIS CÔTÉ**
Tél.: **468-5854**

SHORNEY'S OPTICAL

DEPUIS 1928

Paul Lorieau

Téléphone: **(403) 439-5094**

8217 - 112e Rue, Edmonton (Alberta) T6G 2C8 (Collège Plaza)

R.G. (Guy) OUELLETTE

Directeur - Service à la clientèle

104e avenue et 120e rue
Edmonton (Alberta)
T5K 2A7

Tél.: 488-4881

CROSSTOWN

*Le Système
D'aspirateur*

VACUFLO

A & R DISTRIBUTORS LTD.
SIMON ROY

9331 - 63e Avenue
Edmonton, Alberta T6E 0G2

gérant
téléphone: 436-1375
télécopieur: 437-5069

• Canada-Monde

«Récitez donc à haute voix...»



La prière fait partie de l'éducation scolaire.



par GENEVIÈVE GOGGIN
Maintenant que je suis revenue au Canada, ça fait un drôle de vide de ne pas entendre les prières de la mosquée cinq fois par jour. Nous nous sommes très vite habitués à entendre ces chants arabes. La religion dans le village et en Indonésie en

général, joue un très grand rôle dans la vie de tous les jours. Les gens en Indonésie doivent se déclarer «croyants», il est obligatoire d'avoir une religion quelconque. La grande majorité de la population est musulmane, soit 90% des gens. L'Indonésie est le pays qui a le plus de musulmans au monde et la plus grande mosquée de l'Asie sud-est se trouve à Jakarta, la capitale du pays.

L'île de Lombok a 99% de musulmans, donc inévitablement notre village était strictement musulman. La vie pour eux tourne autour de ce que le Coran (leur livre sacré) leur révèle. En parcourant une version traduite du Coran je me suis mise à comprendre l'importance que ce livre a pour eux. Allah dicta au Prophète ceci: «Aujourd'hui, j'ai rendu votre religion parfaite; j'ai parachevé ma grâce sur vous. J'agréé l'Islam comme étant votre Religion.» (V, 3) et «Récitez donc à haute voix ce qui vous est possible du Coran.» (LXXIII, 20). C'est de là l'origine de la prière: au lever du soleil, vers 13h, vers 16h, au coucher du soleil et vers 20h. Les enfants ont des pratiques de prières tous les jours à l'école ainsi qu'à la mosquée. Ils doivent pratiquer aussi pendant quelques heures les vendredis, leur jour saint. J'ai eu la chance de les observer en prière et d'écouter leurs chants, c'est très intéressant et très beau à écouter. J'ai aussi participé au Ramadan qui est le mois de jeûne annuel pour les musulmans. Je mangeais donc avec ma famille à 3h, avant le lever du soleil. Ensuite nous mangions seulement après le coucher du soleil, vers 19h. Les villageois étaient tous bien épatés de voir une canadienne se priver de nourriture et d'eau de jour en jour; ils avaient peur que je meurs de faim!

Autres activités du village...voyons...ah oui, le volleyball! C'est une activité majeure pour la jeunesse du village depuis que nous leur avons construit un beau terrain. En arrivant dans le village nous avions tous l'intention de travailler pour le «développement»

...suite en page 11

<div>CBXFT</div> <div>Radio-Canada</div>			<div>L'EUROTELE</div> <div></div>			
Semaine du 29 juin au 5 juillet 1991			Semaine du 29 juin au 5 juillet 1991			
<div>Samedi</div> <div>17h00 Le Téléjournal</div> <div>17h10 En quête d'un pays</div> <div>17h30 Le Baseball Labatt des Expos: Pittsburgh à Montréal</div> <div>20h00 Visions d'ici</div> <div>21h00 Samedi P.M.</div> <div>22h00 Le Téléjournal</div> <div>22h20 Les nouvelles du sport</div> <div>22h40 Télé-sélection: Perdus en mer</div>		<div>22h45 La Météo</div> <div>22h50 Les nouvelles du sport</div> <div>23h00 L'heure G</div> <div>24h00 Rencontres</div> <div>Mardi</div> <div>17h00 L'heure G</div> <div>18h00 CE SOIR</div> <div>18h30 La cours en direct</div> <div>19h00 L'avocat du diable</div> <div>19h30 Bouffée de santé</div> <div>20h00 Le Téléjournal</div> <div>20h20 Le Point</div> <div>20h45 La Météo</div> <div>20h50 Les nouvelles du sport</div> <div>21h00 Festival haute tension</div> <div>23h00 L'heure G</div> <div>24h00 Rencontres</div> <div>Mercredi</div> <div>17h00 CE SOIR</div> <div>17h30 Le baseball Labatt des Expos: New York à Montréal</div> <div>20h00 Le Téléjournal</div> <div>20h20 Le Point</div> <div>20h45 La Météo</div> <div>21h50 Les nouvelles du sport</div> <div>21h00 Le temps de vivre</div> <div>22h00 La cour en direct</div> <div>22h30 L'avocat du diable</div> <div>23h00 L'heure G</div> <div>24h00 Rencontres</div> <div>Jeudi</div> <div>17h00 L'heure G</div> <div>18h00 CE SOIR</div> <div>18h30 La cour en direct</div> <div>19h00 L'avocat du diable</div> <div>19h30 Comment ça va?</div> <div>20h00 Le Téléjournal</div> <div>20h20 Le Point</div> <div>20h45 La Météo</div> <div>20h50 Les nouvelles du sport</div>	<div>21h00 Grands films: La fugue de Maximilien Glick</div> <div>23h00 L'heure G</div> <div>24h00 Cinéma: Christina</div> <div>Vendredi</div> <div>17h00 CE SOIR</div> <div>17h30 Le Baseball Labatt des Expos: Montréal à Pittsburgh</div> <div>20h00 Le Téléjournal</div> <div>20h20 Le Point</div> <div>20h45 La Météo</div> <div>20h50 Les nouvelles du sport</div> <div>21h00 Voyage grandeur nature</div> <div>21h30 L'autoroute électronique</div> <div>22h00 La cour en direct</div> <div>22h30 L'heure G</div> <div>24h00 Cinéma: Brainstorm</div>	<div>Samedi</div> <div>17h00 Journal télévisé de la S.S.R.</div> <div>17h30 Thalassa</div> <div>18h30 L'Euroflash</div> <div>18h33 Sacrée soirée</div> <div>20h00 Destination le monde</div> <div>21h00 Le Divan</div> <div>21h30 Journal télévisé de A2</div> <div>22h15 Sacrée soirée</div> <div>23h45 Destination le monde</div> <div>00h40 Le Divan</div> <div>01h05 Radio France internationale</div> <div>Dimanche</div> <div>17h00 Journal télévisé de la R.T.B.F.</div> <div>17h30 7 sur 7</div> <div>18h30 L'Euroflash</div> <div>18h33 Caractères: Spécial Hugo Pratt</div> <div>19h55 Faut pas rêver</div> <div>20h50 Les hommes de la musique</div> <div>21h35 Journal télévisé de A2</div> <div>22h20 Caractères</div> <div>23h40 Faut pas rêver</div> <div>00h35 Les hommes de la musique</div> <div>01h20 Radio France internationale</div> <div>Lundi</div> <div>17h00 Journal télévisé de FR3</div> <div>17h30 La main de Staline</div> <div>18h30 L'Euroflash</div> <div>18h33 La jalousie</div> <div>20h00 Azimuts</div> <div>20h30 Viva</div> <div>21h30 Journal télévisé de TF1</div> <div>22h15 La jalousie</div> <div>23h40 Azimuts</div> <div>00h10 Viva</div> <div>01h00 Radio France internationale</div>	<div>Mardi</div> <div>17h00 Journal télévisé de FR3</div> <div>17h30 Envoyé spécial</div> <div>18h30 L'Euroflash</div> <div>18h33 Tous à la une: Michele Torr</div> <div>20h05 Ciel, mon mardi!</div> <div>22h10 Journal télévisé de TF1</div> <div>22h55 Tous à la une</div> <div>00h30 Radio France internationale</div> <div>Mercredi</div> <div>17h00 Journal télévisé de FR3</div> <div>17h30 Temps présent</div> <div>18h30 L'Euroflash</div> <div>18h33 Un médecin des lumières</div> <div>20h00 Vingt-cinq fois la Suisse: Argovie</div> <div>21h05 La santé d'abord: C'est dans la tête</div> <div>22h00 Journal télévisé de TF1</div> <div>22h45 Un médecin des lumières</div> <div>00h10 Vingt-cinq fois la Suisse: Argovie</div> <div>01h15 Radio France internationale</div> <div>Jeudi</div> <div>17h00 Journal télévisé de FR3</div> <div>17h30 Résistances</div> <div>18h30 L'Euroflash</div> <div>18h33 Le monde du cinéma</div> <div>19h30 Les hommes de la musique: Jean-Pierre Rampal ou la flûte enchantée</div> <div>20h30 Hôtel: Romans</div>	<div>21h00 Montagne: L'observatoire météo du Mont Aigoual</div> <div>21h30 Journal télévisé de TF1</div> <div>22h15 Le monde du cinéma</div> <div>23h10 Les hommes de la musique: Jean-Pierre Rampal ou la flûte enchantée</div> <div>00h10 Hôtel</div> <div>00h40 Montagne</div> <div>01h10 Radio France internationale</div> <div>Vendredi</div> <div>17h00 Journal télévisé de FR3</div> <div>17h30 Bizness news</div> <div>18h30 L'Euroflash</div> <div>18h33 Téléobjectif: Vues d'Afrique</div> <div>19h30 Bouillon de culture</div> <div>21h05 Chopin: Du bonheur au Berry</div> <div>22h00 Journal télévisé de TF1</div> <div>22h45 Téléobjectif</div> <div>23h45 Bouillon de culture</div> <div>01h15 Radio France internationale</div>
<div>Ne manquez pas L'HEURE G avec Gaston L'Heureux, tous les jours de la semaine en fin de soirée et en reprise le lendemain en fin d'après-midi.</div>			<div>Alberta:</div> <div>Edmonton Shaw Cable 35</div> <div>Saint Paul Northern Cable 35</div> <div>Red Deer Shaw Cable 31</div> <div>Medicine Hat Cablev. Medicine Hat 18</div> <div>Calgary Rogers Cablesystems</div>			

Le **BLOC-NOTES** est une chronique à la disposition de tout organisme voulant **annoncer un événement sans but lucratif** (sans frais d'admission) ex: réunion hebdomadaire, mensuelle, annuelle, exposition culturelle, rencontre de clubs sociaux, etc. Ce service est **GRATUIT**. L'information pertinente doit nous parvenir par le courrier au moins 15 jours avant la date prévue de l'événement. L'heure de tombée est le **jeudi à 16h**. Vous pouvez aussi vous adresser à votre agent communautaire régional de l'A.C.F.A. qui se fera un plaisir de vous aider.

BONNYVILLE

Rencontre tous les lundis et vendredis au centre culturel pour jouer aux cartes, au bingo et jeux libres. Le lundi de 13h à 15h: jeux de cartes et à 15h jeux libres. Le vendredi à 13h: bingo, suivi de jeux libres. Nous invitons tout spécialement les personnes du 3e âge (aînés) à venir s'amuser avec nous. (J.A.)

Réunion mensuelle du Club de l'Aurore pour les aînés à Bonnyville le 1er jeudi du mois. (J.A.)

Réunion mensuelle du comité de la Société historique, le 3e mercredi du mois à 19h30, à la salle de conférence au bureau M.D. de Bonnyville. (J.A.)

CENTRALTA

L'Histoire de Legal History Association désire que toutes les familles ayant vécu ou vivant présentement à Legal écrivent le plus tôt possible leur histoire familiale pour un livre historique. Faites parvenir au presbytère de Legal, C.P. 90, Legal, Alberta, T0G 1L0. Pour de plus amples renseignements, adressez-vous à Sheila au 961-3613. 12/7

EDMONTON

VOULEZ-VOUS participer plus active-

Récitez...

...suite de la page 10

du village, système d'eau propre, éducation des illettrés, etc. Je dois dire qu'en apprenant que notre projet prioritaire était de construire un terrain de volleyball nous sommes restés très surpris. Je me rends compte maintenant que de procurer un loisir aux jeunes du village faisait autant partie du développement que de planter le jardin potager, de construire des salles de bains pour les familles ou d'organiser la petite bibliothèque du Desa.

Nous avons aussi eu la chance d'assister à des activités typiques de la culture Sasak de Lombok. Chaque mardi après-midi, il y avait la fameuse bataille avec bâtons (Perisian). Ce fut un choc de voir des hommes et même des jeunes garçons se battre l'un contre l'autre à grands

coups de bâtons de bambou. Il faut dire que ce n'est pas bien pire que certains sports télévisés en Amérique du Nord... Une autre activité unique à la tradition Sasak est le Cupak, genre de danse et pièce de théâtre en même temps. Ça se passe en plein air, sous les palmiers, lorsque la lune illumine bien. La musique est fantastique, la pièce est une histoire fascinante et l'atmosphère générale en effet très exotique! (Encore plus exotique que ceci, mon expérience avec les funérailles de nuit quelque part dans la jungle... mais enfin... ça c'est une autre histoire).

J'espère vous avoir donné un meilleur aperçu de la vie dans un village Indonésien avec chacun de mes quatre articles. Terima Kasih!!!

Dieudonné Tellier et son épouse, Isabella Daly se sont établis à Morinville avec leur jeune famille en 1891. Leurs descendants invitent toutes les familles Tellier et alliées à un rassemblement les 12, 13 et 14 juillet 1991 au Centre récréatif de Morinville. Pour plus de renseignements: Mathias Tellier 466-8012 ou Dolorès Cadrin au 469-9536. 5/7

Comment prévenir la violence familiale? Rencontre d'information le mercredi du 10 juillet au 28 août de 19h à 21h au Centre Mill Creek, 9119 - 82e Avenue #300. Info: 428-2625. 30/8

À tous ceux et celles qui sont intéressés(es) à une école francophone (maternelle à la 6e année) dans Millwoods pour septembre 1992, communiquez avec la PFPA au 468-6934. 5/7

Les rencontres du groupe Entre-femmes auront lieu dans divers parcs de la ville, pour profiter de l'été, le mercredi avant-midi vers 10h. Apportez votre dîner, c'est gratuit. Info: Nicole Walczak au 461-0609. 30/8

La pré-maternelle Bobino/Bobinette accepte présentement les inscriptions pour l'année scolaire 1991-92. Pour inscrire vos enfants de 3 ou 4 ans, ou pour obtenir plus d'informations, adressez-vous à Francine au 436-8207 ou Hélène au 444-7267. 30/8

Le Centre d'expérience préscolaire est ouvert tout l'été pour les enfants de 2 ans 1/2 à 8 ans, à la journée, à la semaine ou au mois, un dîner chaud sera servi chaque jour. Pour plus d'informations, Ginette Allaire au 465-7651. 30/8

PROVINCIAL

La Société généalogique du Nord-Ouest accepte maintenant les dons d'ouvrages généalogiques et d'histoires de familles ainsi que les documents généalogiques pour sa bibliothèque ou pour ses archives. Pour plus d'information, appelez Georgette Brodeur au 489-8864. (J.A.)

Préparons l'avenir de nos enfants... à la pré-maternelle. Une école conçue pour les enfants de 3 à 4 ans dont au moins un des parents est francophone. Pour info: communiquer avec la Fédération des parents francophones de l'Alberta 468-6934

RIVIÈRE-LA-PAIX

Le Club du Bon Temps de St-Isidore, activités sociales tous les samedis Léopold Bergeron: 624-8283.

Chevaliers de Colomb, Conseil de Grouard no. 3025, réunion mensuelle le 2e mercredi de chaque mois. Pour info: Gérard Nicolet au 837-2461.

Tangent: Heures d'ouverture pour les mois d'été pour la bibliothèque au centre culturel à Tangent: lundi à vendredi de 10h à 16h. Pour info: Annie au 359-2126

Nos lettres de créance à Ottawa



Appel d'offres

Service de transport

La Société acceptera à l'adresse ci-dessous, jusqu'à 15h, le jour de clôture rescrit, les soumissions cachetées pour le service de transport suivant:

Service

SERVICE ROUTIER
KAMLOOPS - EDMONTON
Spécifications:

On peut obtenir plus de détails sur les spécifications du contrat, l'horaire de service et le formulaire de soumission de: tout bureau de poste à Edmonton ou

La Société canadienne des postes
Boîte postale 2110
Vancouver, C.-B., V6B 4Z3

Tél.: 604-662-1449

Date de clôture: le 5 juillet 1991

Dépôt: 2% du montant annuel au moyen d'un chèque visé ou d'un mandat postal.

La Société se réserve le droit de refuser toute soumission, y compris la plus basse.

POSTE MAIL
Société canadienne des postes - Canada Post Corporation

PETITES-ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service Le Franco vous offre une chronique de petites annonces.

Tarifs: 7 \$ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 \$ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines. Plus de 20 mots: 10¢ de plus par mot. Annonces encadrées: ajoutez 3,50 \$ pour l'encadrement. Vous devez calculer 7% de TPS.

Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste à notre bureau avant le lundi matin. Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Le Franco ne facturera aucune annonce et aucune annulation ne sera acceptée après le lundi à midi. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 465-6581

Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

Le Franco, 8923, 82 Avenue, Edmonton (Alberta), T6C 0Z2

EDMONTON

OCCASION EXCEPTIONNELLE

Nous avons pour vous l'occasion exceptionnelle qui vous procurera un revenu à la hauteur de vos ambitions. Composez le 462-9849. Message enregistré en français. (19-7)

BÂTIR UN NOUVEAU MONDE

«LE PANIER PERCÉ»

Sur les ondes de **CJSW 90,9 MF** à Calgary le lundi de 18 h 00 à 19 h 00

PROFESIONNELS

Spécialistes en immobilier résidentiel et commercial



MARCEL BLAIS



466-6627
(Edmonton)



PAUL BLAIS

Je vous montrerai comment conduire une auto... pour environ seulement la moitié du prix



LINCOLN MERCURY SALES LTD.

5121 CALGARY TRAIL NORD, N.O.
EDMONTON, ALBERTA, T6H 5W5

SANS FRAIS: 1-800-272-9608
Téléphone: 434-8411 Télécopieur: 435-5169



ROBERT (Bob)
ST-GEORGES

Représentant des ventes
Rés.: 450-3964

McCuaig DESROCHERS

avocats et notaires

Au service de la francophonie albertaine

500, Banque de Montréal
10199, 101e Rue
Edmonton (Alberta) T5J 3Y4

426-4660

Assurance-vie et invalidité
Hypothèques

Régime enregistré d'épargne retraite
Certificats de placement garanti

HECTOR A. POIRIER, B.Ed.

Academy

Insurance & Estate Planning Services

8925 - 82e Avenue
Edmonton, Alberta T6C 0Z2

Bur.: 469-3803
Rés.: 470-0882



RÉGIONALE CENTRALTA

est à la recherche d'un(e)
COMMIS DE BUREAU à temps partiel

Exigences: - Maîtrise de la langue française et anglaise;
- Expérience pertinente dans le secrétariat;
- Connaissance du traitement de texte (Word Perfect 5.0);
- Dactylographie (30 mots/min.);
- Esprit d'initiative.

Rémunération: À négocier selon l'expérience
Entrée en fonction: À négocier

Si vous possédez les exigences demandées, faites parvenir une lettre de présentation dactylographiée ainsi que votre curriculum vitae à:

Denise Cyr, présidente
ACFA Centralta
C.P. 507
Legal, Alberta
T0G 1L0

Vous voulez faire connaître vos activités socio-culturelles?

Veillez nous faire parvenir vos informations avant le 15 de chaque mois soit par courrier ou en composant le 466-1680.

Nous acceptons les frais d'appel. Ce calendrier est un service gratuit de l'ACFA provinciale.

CALENDRIER CULTUREL JUILLET 1991

1er CENTRALTA - La régionale célébrera la Fête du Canada au camp Lusson situé à Clyde. Divers jeux et activités de plein-air se dérouleront durant toute la journée. Bienvenue à tous! Pour plus d'informations: 961-3665.

1er CALGARY - Journée du Canada - Activités pour tous durant toute la journée au Parc Prince of Wales. Pour plus d'informations: 250-5001.

2 EDMONTON - Retour des jeunes athlètes franco-albertains des jeux de l'Acadie à 10h50 à l'Aéroport international. Si le cœur vous en dit, venez les accueillir!

2 et 3 EDMONTON - Le Cinéma Princess présente «LA DISPARITION» (The Vanishing) de George Sluizer (1991) à 21h30. Ce thriller hollandais raconte l'histoire de la disparition d'une jeune femme et des efforts désespérés de son fiancé pour la retrouver. Ce film est recommandé pour les adultes seulement.

28jn.-10juil. EDMONTON - Ginette Prince vient de Montréal, pour présenter son exposition: Jardins d'absence. L'exposition sera ouverte au public. Les 8, 9 et 10 juillet, Ginette transformera son art visuel en un spectacle qui fera partie de la série des spectacles de FACTS. Pour plus d'informations: Daisy Kaiser 483-2368.

13 EDMONTON - Lave-auto provincial organisé par 50 représentants des 8 comités jeunesse régionaux de Francophonie jeunesse de l'Alberta. Pour plus d'informations: Sylvie au 469-1844.

14 EDMONTON - L'Alliance française d'Edmonton vous invite à un dîner et bal au Cedar Park Inn (5116 Calgary Trail North) à 18h. Réservations et chèques au nom de l'Alliance doivent être reçus le 4 juillet au plus tard. Pour plus d'informations: Anne Foreman au 469-1885.

14 EDMONTON - L'Union des Français de l'étranger vous invite à un bal et buffet en l'honneur de leur fête nationale au Petroleum Club (1110 - 108e Rue) à partir de 17h. Pour plus d'informations: Charline au 460-2790.

14 EDMONTON - Le Cinéma Princess présente «JÉSUS DE MONTRÉAL» de Denys Arcand (1989) avec Lothaire Bluteau à 21h30. Un jeune acteur recrute quatre autres jeunes comédiens afin de jouer une pièce qui retrace la Passion du Christ. Cette satire de la religion catholique et du milieu de la publicité est exceptionnelle.

19 et 20 EDMONTON - Métro-Cinéma présente «JULES ET JIM». Second film de la série sur Truffaut. L'histoire d'une amitié entre deux hommes et de l'impossibilité de vivre à trois. L'hypothèse du film veut que la vie de couple ne soit pas satisfaisante mais qu'il n'y a pas d'autre alternative. Pour plus d'informations: 425-9212.

26 au 28 MALLAIG - Fin de semaine de la famille. Pour plus d'informations: ACFA au 645-4800.

27 CALGARY - Calgary Folk Festival.

27 et 28 LEGAL - Fête du village. Divers kiosques seront sur place dont la Crêperie et des activités seront organisées pour vous. Également, des vedettes bien connues seront de la Fête!

CAMP SOLEIL

Semaine du 1er au 5 juillet

8 au 12 juillet

15 au 19 juillet

22 au 26 juillet

29 juillet au 2 août

5 au 9 août

12 au 16 août

19 au 23 août

26 au 30 août

Pour plus d'informations: ACFA régionale d'Edmonton au 469-4401.

PARC SOLEIL - CALGARY

Un camp de jour pour les enfants francophones et francophiles de 5 à 12 ans du 8 juillet au 16 août 1991.

Pour plus d'informations: Madeleine au 250-5001.

CENTRE DE PLEIN AIR LUSSON

Semaine du 7 au 12 juillet

14 au 19 juillet

21 au 26 juillet (réservé aux francophones)

28 juillet au 2 août

4 au 9 août

11 au 16 août (réservé aux francophones)

18 au 23 août

Pour plus d'informations: Martine Caron au 469-4401.

CAMP UNISSON - FORT McMURRAY

Camp d'été de jour en français du 15 juillet au 9 août 1991.

Pour plus d'informations: Richard au 791-7700.

CAMP BEAU JOUR - SAINT-PAUL

8 au 26 juillet

6 au 23 août 1991.

Pour plus d'informations: ACFA au 645-4800.

FILMS FRANÇAIS AU CINÉMA PLAZA

LA CAGE AUX FOLLES d'Edouard Molinaro (1979) avec Michel Serrault et Ugo Tognazzi

le lundi 1er à 21h30

le mardi 2 à 19h00

Un couple d'homosexuels doivent camoufler leur relation afin de permettre au fils de l'un d'entre eux de marier une jeune fille riche.

MAMA, THERE'S A MAN IN YOUR BED (Romuald et Juliette) de Coline Serreau (1989) avec Daniel Auteuil et Firmine Richard

Un directeur de compagnie tombe amoureux de sa femme de ménage et grâce à elle règle ses comptes avec ceux qui complotent contre lui à son travail.

TATIE DANIELLE d'Étienne Chatilliez (1990) avec Tsilla Chilton

le mercredi 117 à 19h00

le jeudi 118 à 21h30

le vendredi 19 à 19h00

le samedi 20 à 20h45

le dimanche 21 à 13h30 et à 19h00

Une vieille dame au caractère impossible va vivre avec ses neveux à Paris. Durant les vacances elle est confiée aux soins d'une jeune fille qui ne s'en laissera pas imposer.

ACTIVITÉS RÉGULIÈRES

EDMONTON - Entre femmes - rencontres tous les mercredis dans les parcs de la ville de 9h30 à 11h30. Films, discussions, ateliers pour les mamans. Sessions d'animation pour les enfants avec deux animatrices diplômées. Pour plus d'informations: Nicole au 461-0609.

EDMONTON - Le Club d'âge d'or de Saint-Joachim se rencontre tous les mercredis de 14h à 16h30 pour jouer au «Bridge» au 9924 - 110e Rue. Pour plus d'informations: Eglante Mercier au 489-4417.

BONNYVILLE - Rencontre tous les lundis et vendredis des amis(es) lundi de 13h à 15h cartes à 15h jeux libres; les vendredis à 13h bingo et jeux libres. Ces rencontres ont lieu au centre culturel de Bonnyville. Pour plus d'informations: 826-5275.

CALGARY - Club de l'amitié: chaque vendredi de 13h à 16h et de 19h à 22h: bingo, cartes, fléchettes, pour les 50 ans et plus. Pour plus d'informations: Madeleine au 285-4766.

Centenaire de Morinville. Pour plus d'informations: 961-3665.

OUVERTURE DES MUSÉES

Musée Héritage de Saint-Albert situé au 5 rue Sainte-Anne est ouvert pour la saison. Pour plus d'informations: 459-1528.

Musée de Saint-Paul situé au 4537 - 50e Avenue à Saint-Paul est ouvert pour la saison. Pour plus d'informations: 645-4800.

Chapelle du Père Lacombe située sur l'avenue Saint-Vital à Saint-Albert est ouverte tous les jours entre 10h et 20h. Pour plus d'informations: 431-2300.